

COSTA RICA : FICHE PAYS – FEVRIER 2025



Catégorie OCDE (2025) : 4/7
 Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB- / Ba3 / BB-
 Change : Colon costaricien (CRC) / Régime de change flottant dirigé
 Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050

FORCES

- Indicateurs sociaux (santé et éducation) parmi les plus élevés de la région
- Secteur touristique développé (haut de gamme)
- Exportations diversifiées
- Environnement politique stable

FAIBLESSES

- Forte dépendance au marché américain (tourisme, commerce, IDE, fonds d'expatriés)
- Taille du marché interne
- Infrastructures défaillantes

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : La croissance est prévue autour de +4 % en 2024 (après +5,1 % en 2023). Pour 2025, les perspectives pour l'activité sont plus modérées, comprise entre +3,2% et +3,5%. La progression du chômage pourrait limiter la consommation des ménages, et le retour de l'inflation, négative en 2024, à un niveau plus proche de la cible de la banque centrale pourrait favoriser l'interruption du cycle d'assouplissement monétaire. Le processus de consolidation budgétaire en cours réduit par ailleurs les marges de manœuvre du gouvernement pour soutenir l'activité. À moyen terme, la diversification économique et les investissements dans les semi-conducteurs et les infrastructures devraient soutenir la croissance.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Le déficit budgétaire s'est creusé à -3,7 % du PIB en 2024, sous l'effet de la diminution des recettes fiscales et de la progression des dépenses, sociales en particulier. Une réduction du déficit est cependant prévue en 2025, notamment car certaines dépenses en 2024 étaient exceptionnelles. La dette publique (prévue autour de 61% du PIB en 2024) dispose d'une structure favorable, majoritairement domestique et de long terme. Le rating souverain du pays a par ailleurs été réhaussé d'un cran par les agences de notations, Moody's et S&P (respectivement à Ba3 et BB-).
- **Vulnérabilité extérieure** : Le déficit courant est prévu relativement stable autour de -2,2 % du PIB en 2025. Si une dégradation du déficit ne peut être écarté en cas de durcissement de la politique commerciale américaine (1^{er} client à l'export), le dynamisme prévu de l'activité américaine, au moins à court terme, pourrait au contraire favoriser les exports et les entrées touristiques au Costa Rica (1^{ers} visiteurs du pays). Les réserves de change restent satisfaisantes (environ 7 mois d'importations) et le colon costaricien a continué de s'apprécier face au dollar (+ 1,5 % sur les 11 premiers mois de 2024), notamment grâce à la confiance des investisseurs et l'amélioration du rating souverain du pays par les agences de notation.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le système bancaire est résilient, avec des niveaux de liquidité et solvabilité solides. Le taux de prêts non performants reste par ailleurs faible (2,4 % du portefeuille total des prêts).

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : Le président R. Chaves (PPSD) conserve une forte popularité malgré l'absence de majorité parlementaire pour son parti, limitant ainsi la portée de ses réformes.
- **Climat des affaires** : Le pays bénéficie d'un environnement favorable aux affaires, avec une main-d'œuvre qualifiée, des zones franches attractives et des accords commerciaux avec plusieurs pays (OCDE, CAFTA-DR).

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Réputé pour son écotourisme, le Costa Rica produit par ailleurs près de 95 % de son électricité à partir de sources renouvelables et vise la neutralité carbone d'ici 2050. La croissance du tourisme exerce cependant des pressions sur la biodiversité du pays.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France
 Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Etats-Unis	43,9%	1 Etats-Unis	38,1%
2 Pays-Bas	7,5%	2 Chine	14,8%
3 Belgique	5,3%	3 Mexique	6,5%
4 Guatemala	5,1%	4 Guatemala	2,7%
23 France	0,5%	23 France	0,8%

Source : ITC

Principaux produits échangés
 Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)

Exportations		Importations	
Appareils optiques	36,2%	Combustibles minéraux	10,1%
Fruits	16,4%	Machinerie électrique	9,6%
Produits alimentaires	5,4%	Equipements mécaniques	8,8%
Machinerie électrique	4,2%	Matières plastiques	8,2%
Matières plastiques	3,1%	Véhicules automobiles	5,8%

Source : ITC

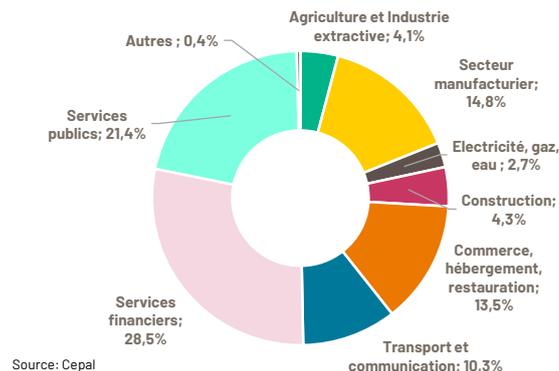


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

COSTA RICA	2021	2022	2023	2024(e)	2025(p)	2026(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	65	69	87	95	101	107
<i>Rang PIB mondial</i>	78	79	80	80	78	82
Population (Mns)	5,2	5,2	5,3	5,3	5,4	5,4
<i>Rang Population mondiale</i>	116	116	116	116	116	114
PIB / habitant (USD)	12 539	13 241	16 390	17 862	18 722	19 679
Croissance PIB (%)	7,9	4,6	5,1	4,0	3,5	3,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,7	8,3	0,6	-0,4	2,0	3,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	59,9	61,4	64,2	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dettes publiques (% PIB)	67,6	63,0	61,1	61,2	60,9	59,9
Solde public (% PIB)	-5,1	-2,8	-3,2	-3,7	-3,1	-2,7
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	18,2	15,7	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-3,2%	-3,2%	-1,4%	-1,7% ^d	-1,7% ^d	-1,9%
IDE (% du PIB)	4,8%	4,4%	4,3%	4,2%	3,9%	3,7%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	4,2	4,4	6,8	7,3	7,3	7,5
Dettes extérieures totales (% PIB)**	48%	51%	44%	39%	40%	40%
Dettes extérieures CT (% PIB)	7,2%	9,9%	6,3%	NA	NA	NA
Taux de change	620,8	646,1	544,0	NA	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	16,38	17,58	18,53	NA	NA	NA
Taux de NPL	2,26	2,11	1,96	NA	NA	NA
ROE	5,97	7,39	3,8	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	59	53	NA	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	107	106	105	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	55	69	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions Sources : FMI (Weo octobre 2019, *Banque Mondiale, **Oxford Economics) a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, d : Prévisions de la Banque centrale du Costa Rica (octobre 2024).

Costa Rica : part des secteurs dans le PIB (2023)





1. SITUATION ECONOMIQUE

• Vers un ralentissement de l'activité

En 2024, la croissance est prévue autour de +4% (après +5,1% en 2023), pénalisée par le ralentissement de la demande interne, surtout la consommation privée.

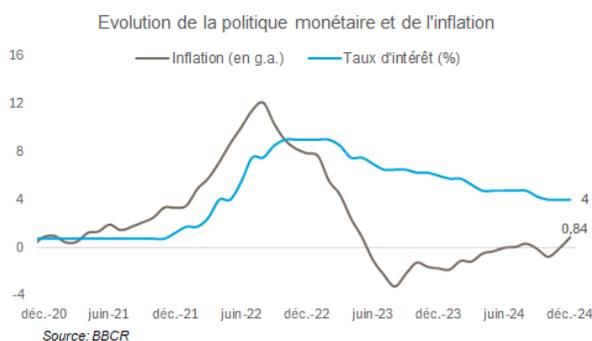
Pour 2025, les perspectives de croissance sont plus modérées, comprise entre +3,2% et +3,5%. La hausse du chômage¹ limiterait la consommation des ménages et la réduction du rythme de l'assouplissement monétaire (Cf. politique monétaire ci-dessous) pourrait limiter la dynamique du crédit bancaire à destination des entreprises et des particuliers.

Le processus de consolidation budgétaire en cours (Cf. Partie 2) réduit par ailleurs les marges de manœuvre du gouvernement pour soutenir l'activité.

Les incertitudes autour des mesures de la nouvelle administration Trump (1^{er} client à l'export, investisseur, source de transferts de fonds de travailleurs expatriés et des touristes) constituent aussi une source d'inquiétude. Si d'un côté, sur le plan commercial, une éventuelle mise en place de droits de douane est susceptible de peser sur les exportations du Costa Rica, d'un autre côté, l'activité américaine prévue encore dynamique, au moins à court terme, pourrait se traduire par plus d'entrées touristiques et des transferts de fonds d'expatriés, venant à soutenir à l'activité.

• Maintien du taux directeur inchangé sur la première partie de l'année 2025

Le Costa Rica affiche une déflation de -0,4% en moyenne sur l'ensemble de l'année 2024 (après +0,6% en 2023), soit un niveau nettement en dessous de l'objectif d'inflation fixé à +3% (+/-1%). Dans ce contexte, la Banque centrale (BCCR) a réduit son taux directeur de 500 pdb depuis mars 2023, atteignant 4 % fin 2024. Cela a favorisé la hausse du crédit bancaire privé de +6,5 % en 2024 (contre +1,9 % en 2023).



Pour 2025, un retour de l'inflation à un niveau plus proche de la cible de la BCCR est anticipé (entre +1,6% et +2%). Dans ce contexte, la BCCR a signalé

¹ Le taux de chômage au niveau national atteint 7,3% de la population active en novembre 2024 en trimestre glissant (contre 7% précédemment), selon les données de l'INEC (institut national de statistiques).

² A la suite de la loi CHIPS de 2022 et la création du fonds ITS1, les États-Unis collaborent avec le Costa Rica pour renforcer la chaîne de

qu'elle maintiendrait son taux de référence inchangé sur les 6 premiers mois de cette année.

• Des perspectives modérées à moyen terme

À horizon 2029, la croissance annuelle moyenne s'établirait à +3,5 % selon le FMI, principalement soutenue par la demande intérieure.

Des investissements dans les semi-conducteurs² et les infrastructures digitales et électriques devraient soutenir l'économie, avec des réformes pour attirer les investissements (cf. partie 4). Le Costa Rica reste toutefois confronté à des défis sociaux majeurs, notamment en comparaison à d'autres membres de l'OCDE : taux de pauvreté encore élevé (12,7 % en 2023, selon la Banque mondiale³), inégalités de revenu, chômage structurel, surtout chez les jeunes (24 % en 2023) et faible participation des femmes à la population active (moins de 50 % en 2022).

Ces obstacles constituent des freins à l'amélioration du niveau de vie et alimentent les tensions sociales. Le pays est par ailleurs fortement dépendant de l'économie américaine ce qui le rend davantage vulnérable aux changements de politiques (commerciales, migratoires) dans ce pays.

• Un système bancaire solide

Le secteur bancaire costaricien demeure résilient et affiche de solides ratios de liquidité et de solvabilité, malgré une diminution de sa rentabilité depuis 2023 (ratio de rendement des capitaux propres - ROE à 4,1 % au S1 2024) liée à la baisse des taux d'intérêts.

Il comprend 15 banques, représentant 55 % des actifs financiers, et est très concentré : les deux principales (BCR et BN) détiennent 44 % des actifs bancaires.

La dollarisation du crédit bancaire est en diminution, mais reste élevée⁴. Les prêts en devises étrangères sont principalement destinés aux entreprises (56 %) et à 43 % à des particuliers ne disposant pas forcément de revenus en devises, ce qui constitue un risque non négligeable si la monnaie locale venait à se déprécier.

A ce stade néanmoins, la récente appréciation du CRC par rapport à l'USD a réduit le coût en monnaie locale du service de remboursement des prêts en devise étrangère.

Le taux de prêts non performants (NPL) reste par ailleurs relativement faible à 2,4 % du portefeuille total des prêts au S1 2024.

2. FINANCES PUBLIQUES

• Poursuite du processus de consolidation budgétaire

valeur mondiale des semi-conducteurs, notamment *via* la formation d'une main d'œuvre qualifiée.

³ Avec un seuil de pauvreté de 6,85 USD par jour (PPA 2017).

⁴ En mai 2022, près de 37 % du stock des prêts étaient en USD, dont 30 % pour les banques publiques et 67 % pour les banques privées.



Le Costa Rica poursuit sur la voie de la consolidation budgétaire avec le soutien du FMI, ayant achevé avec succès un programme de 1,8 Md\$ en 2024.

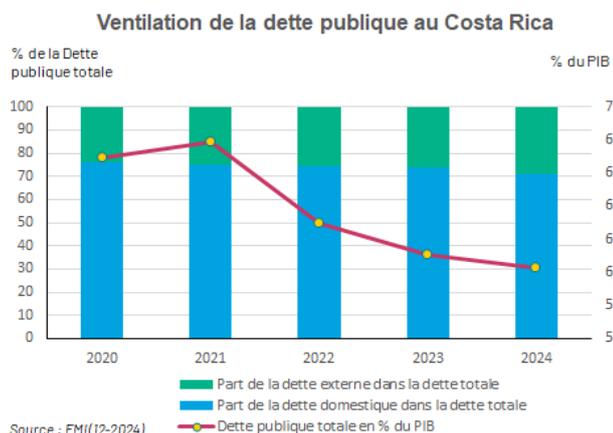
Le surplus primaire devrait néanmoins se réduire à +1,3 % du PIB en 2024 (contre +1,7 % en 2023), en raison d'une part de la baisse des recettes fiscales due à la moindre rentabilité des entreprises et d'autre part de la hausse des dépenses (sociales⁵ et exceptionnelles avec le versement rétroactif de salaires qui auraient dû être payés en 2023). Conjugué à la hausse du service de la dette publique, cela a favorisé le creusement du déficit nominal du pays, prévu à -3,7% du PIB en 2024.

En 2025, le solde primaire devrait se redresser, prévu à +1,6 % du PIB, favorisé par la non-reconduction des dépenses exceptionnelles de 2024 et le gel des salaires publics en particulier. Le gouvernement prévoit également d'améliorer la gestion et la collecte des recettes fiscales (via notamment la digitalisation de la collecte des recettes, la lutte contre l'évasion fiscale et la modification des tranches d'impositions et des déductions fiscales). Dans ce contexte, le solde budgétaire nominal est prévu en réduction, autour de -3,1% du PIB.

Le gouvernement est par ailleurs engagé à maintenir une discipline fiscale. Le cadre budgétaire à moyen terme (MTFF) vise à soutenir la croissance inclusive et durable, tout en libérant des ressources pour des dépenses sociales ciblées et des investissements essentiels.

- **Un ratio de dette publique/PIB en diminution**

En 2024, l'endettement public est prévu quasi stable à 61,2 % du PIB, selon le FMI. La dette est majoritairement domestique (71 %) et de long terme, avec seulement 29 % de part externe.



La structure de la dette, le soutien des bailleurs de fonds internationaux (FMI en particulier), ainsi que les efforts d'assainissement budgétaires en place depuis quelques années, ont contribué à l'amélioration du rating souverain du pays par les agences de notation en 2024 : Moody's et S&P (respectivement Ba3 et BB-).

⁵ Liées à une obligation légale de transférer des fonds supplémentaires au Fonds de Développement Social et d'Allocations Familiales (FODESAF) pour financer des programmes sociaux.

⁶ En 2023, près de 54 % des touristes étrangers étaient américains.

⁷ 67 % du total des IDE au Costa Rica proviennent des Etats-Unis en 2023.

Le gouvernement vise par ailleurs à réduire le ratio de dette/PIB à 55 % d'ici 2029 et devrait ainsi poursuivre les efforts d'assainissement des finances publiques.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Diversification des exportations et dépendance aux Etats-Unis**

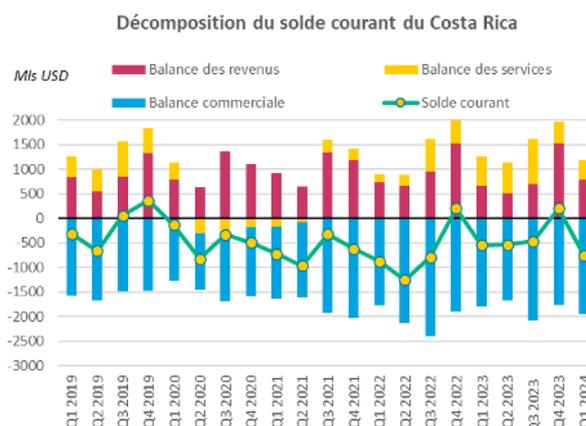
Les exportations du Costa Rica sont diversifiées, se distinguant de la plupart des pays voisins d'Amérique Centrale. Le pays exporte principalement des articles manufacturés industriels à haute et moyenne technologie, produits dans les zones franches, notamment des instruments et équipements médicaux (43 % des exportations), ainsi que des produits alimentaires traditionnels (banane, ananas, café, sucre). Le marché américain est de loin la première destination des produits exportés par le Costa Rica (44 % du total des exportations).

Le Costa Rica importe principalement des marchandises nécessaires à ses usines de fabrication, dont de la petite machinerie, des composants électroniques, des produits chimiques, des plastiques, des métaux, ainsi que du pétrole.

Les États-Unis sont par ailleurs une source majeure pour le tourisme⁶, les investissements directs étrangers⁷ (IDE), les fonds des travailleurs expatriés et l'aide financière, notamment pour lutter contre le trafic de drogue⁸ et la criminalité.

- **Un solde courant déficitaire**

Le déficit courant devrait se creuser légèrement, à -1,7% du PIB 2024⁹ (après -1,4% du PIB en 2023), tiré en partie par le dynamisme de la demande en importations favorisée par l'appréciation du colon vis-à-vis de l'USD.



Pour 2025, le déficit courant est prévu stable, mais le risque de dégradation n'est pas à écarter en cas de

⁸Le Costa Rica est un point de transit majeur pour la cocaïne à destination des États-Unis et de l'Europe.

⁹ Source : Prévission de la Banque Centrale d'octobre 2024. [Informe de Política Monetaria - Octubre 2024](#)



durcissement de la politique commerciale américaine (1^{er} client à l'export du pays).

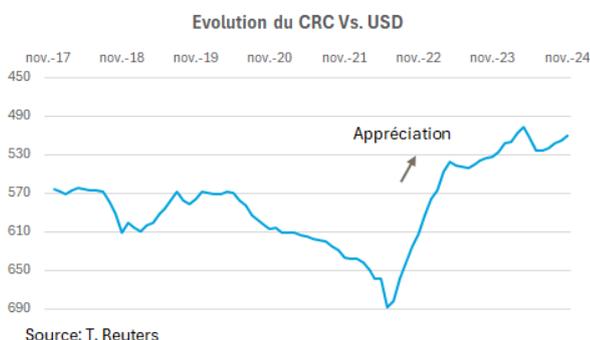
A noter toutefois que le dynamisme prévu de l'activité américaine, au moins à court terme, pourrait favoriser les entrées touristiques au Costa Rica. Le pays pourrait également bénéficier d'une hausse des flux des capitaux liée à la réorganisation des chaînes d'approvisionnement mondiales.

- **Un afflux de capitaux plus important qui favorise l'appréciation du colon**

Pour répondre à ses besoins de financement extérieur, le Costa Rica s'appuie principalement sur les IDE (4,3 % du PIB en 2023), les dons et le soutien des bailleurs de fonds internationaux, notamment des États-Unis. Les IDE sont principalement destinés aux activités commerciales et industrielles, aux installations touristiques et aux services aux entreprises.

En 2024, les IDE pourraient atteindre jusqu'à 4,5% du PIB, selon les estimations de la banque centrale, contribuant ainsi à renforcer le niveau des réserves de change du pays (estimées à près de 7 mois d'importations).

L'afflux des capitaux étrangers (IDE, entrées touristiques) favorisent par ailleurs l'appréciation du colon costaricien face au dollar, de même que **l'amélioration du rating souverain du pays par les agences de notation. En 2024, l'appréciation du CRC face au l'USD s'est ainsi poursuivi : + 1,5 % sur les 11 premiers mois (Cf. graphique ci-dessous).**



4. ASPECTS POLITIQUES

- **Efficacité politique réduite par l'absence de majorité du parti du président à l'assemblée législative**

Le Costa Rica est l'une des plus anciennes démocraties d'Amérique Latine, tenant des élections libres depuis 1949, année de l'abolition des forces armées.

Le président actuel, M. Chaves, du Parti Progrès Social Démocratique (PPSD), dirige le pays depuis 2022. Son parti ne dispose que d'une minorité à l'assemblée législative, ce qui limite l'efficacité politique. **De nouvelles élections présidentielles se tiendront en 2026**, mais la Constitution ne lui permet pas de se représenter. Sa popularité suggère néanmoins que le

¹⁰ Le Costa Rica a augmenté la superficie de ses zones protégées, atteignant 25 % des terres et 30 % des espaces

PPSD pourrait remporter les prochaines élections, entraînant la formation d'une nouvelle coalition gouvernementale.

- **Climat des affaires favorable**

L'attractivité du Costa Rica est forte. Le pays obtient le 2^e meilleur environnement des affaires d'Amérique Latine selon le classement 2020-24 de l'EIU. Le pays est réputé pour son système de zones franches, la facilité d'accès à l'électricité, d'effectuer un transfert de propriété et de régler ses taxes et impôts.

Le Costa Rica bénéficie aussi d'une main-d'œuvre qualifiée, d'une ouverture commerciale et d'un engagement dans de nombreux accords de libre-échange, dont le dernier en 2024 avec l'Équateur et les Émirats Arabes Unis. Le pays est en revanche moins performant en matière de création d'entreprises et de délai de règlement des faillites.

Des réformes sont prévues pour améliorer la qualité des infrastructures, notamment l'accès aux zones rurales (amélioration et construction de routes).

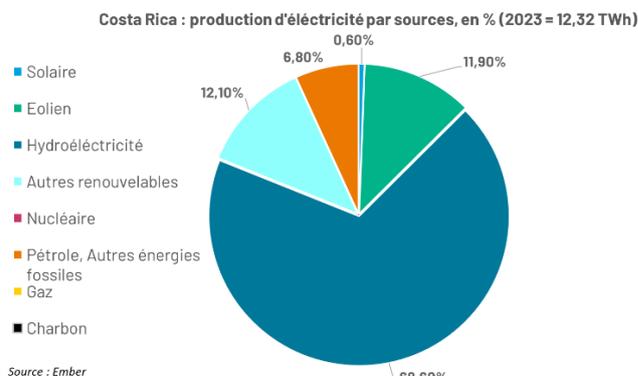
En matière de gouvernance, le Costa Rica fait partie des pays les moins corrompus d'Amérique Latine (3^e après l'Uruguay et le Chili en 2023).

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Costa Rica se classe à la 64^e place au classement des vulnérabilités ND-Gain en 2023, soit un niveau de **risque physique modéré.**

Réputé pour l'écotourisme grâce à la préservation de ses écosystèmes diversifiés (6 % des espèces mondiales), le pays a toutefois dû développer des infrastructures (routes, transports, hébergements) pour accueillir les touristes, exerçant ainsi une pression sur la biodiversité.

En 2019, le pays a défini un plan national de **décarbonisation pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050.** Fortement engagé contre la déforestation¹⁰, le pays produit plus de 93 % de son électricité à partir d'énergies renouvelables.



marins, dépassant largement les moyennes de l'OCDE dans ces domaines.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'ÉVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN5</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr
Clémence Goulet	<i>Economiste Stagiaire</i>	clemence.goulet@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.